ÉCHOS DE LA SEMAINE

INFORMATION HEBDOMADAIRE

DÉMOCRATIE ET GOUVERNANCE

DROITS HUMAINS ET IMMIGRATION LÉGALE

PAIX, SÉCURITÉ ET TRANSFORMATION DES CONFLITS

SAUVEGARDE DE LA CRÉATION

ÉCHOS DE LA SEMAINE
INFORMATION HEBDOMADAIRE

DECOUVREZ LES FAITS MARQUANTS DE LA SEMAINE :
ENTRE DEFIS DE GOUVERNANCE, SECURITE ET DROITS HUMAINS

La période du 26 au 30 octobre 2026 a été marquée en République démocratique du Congo par plusieurs faits d'actualité touchant à la gouvernance publique, à la sécurité, aux droits humains, à la lutte contre la corruption ainsi qu'aux préoccupations socio-économiques des populations. Ces événements mettent en évidence les défis persistants liés à la gestion des ressources publiques, à la protection des citoyens, à la préservation des libertés fondamentales et à la stabilité sociale.

ÉCHOS DE LA SEMAINE
INFORMATION HEBDOMADAIRE

DROITS HUMAINS ET IMMIGRATION LÉGALE



Lutte contre la corruption : plus de 12 milliards de FC introuvables au Kwango

Une affaire présumée de détournement de fonds secoue la province du Kwango. Selon une note de l'Agence de prévention et de lutte contre la corruption (APLC), une somme estimée à 12,9 milliards de francs congolais, destinée notamment à l'acquisition d'équipements agro-sylvo-pastoraux ainsi qu'au suivi de la campagne agricole 2025-2026, demeure introuvable.

Les fonds auraient été répartis dans plusieurs comptes bancaires du ministère provincial de l'Agriculture. Cette situation suscite une vive inquiétude au sein de la population locale qui réclame toute la lumière sur cette affaire et des poursuites contre les éventuels responsables.

Face à cette situation, il est recommandé aux autorités compétentes de diligenter une enquête approfondie afin d'établir les responsabilités et de garantir la redevabilité dans la gestion des finances publiques.



Tshopo : indignation après le meurtre d'un agent de santé engagé dans la riposte contre Ebola

Le bureau des Nations Unies chargé de la coordination de la riposte à Ebola a fermement condamné le meurtre d'un infirmier survenu à Bafwasende, dans la province de la Tshopo. L'agent de santé participait aux activités de lutte contre l'épidémie lorsqu'il a été tué. Cet acte relance les préoccupations concernant la sécurité des professionnels de santé déployés dans les zones affectées par les crises sanitaires.

Au-delà de l'émotion suscitée par ce drame, les observateurs appellent à une enquête rapide et à des mesures renforcées pour protéger les personnels engagés dans les interventions humanitaires et sanitaires.



Kolwezi : la colère des exploitants miniers artisanaux persiste

À Kolwezi, les tensions demeurent vives parmi les exploitants miniers artisanaux. Plusieurs manifestations ont été signalées dans les quartiers de Mutoshi et Kasulo, avec notamment des actes de vandalisme et des perturbations de l'ordre public. Les creuseurs artisanaux dénoncent l'absence de débouchés pour la commercialisation de leurs minerais, une situation qui fragilise davantage leurs conditions de vie.

Cette crise sociale appelle à une intervention urgente des pouvoirs publics afin de restaurer l'ordre tout en apportant des solutions durables aux préoccupations économiques des exploitants concernés.



Lac Albert : les communautés de pêcheurs préoccupées par les conséquences de l'exploitation pétrolière.

Dans le territoire d'Irumu, en Ituri, les communautés vivant de la pêche autour du lac Albert expriment une inquiétude croissante face aux effets de l'exploitation pétrolière dans le Graben Albertine.

Les déplacements de populations observés du côté ougandais dans le cadre du projet EACOP et les impacts déjà perceptibles sur les activités de pêche alimentent les craintes des riverains congolais.

Les acteurs locaux plaident pour un dialogue renforcé entre la RDC et l'Ouganda afin d'anticiper les conséquences sociales et environnementales de ces projets d'envergure régionale et de protéger les moyens de subsistance des populations concernées.



Affaire Prince Epenge : entre justice et préoccupations relatives aux libertés fondamentales.

L'opposant politique Prince Epenge a été placé en détention au Conseil national de cyberdéfense après la confiscation de son passeport à Kinshasa. Il est poursuivi pour « propagation de faux bruits » dans le cadre d'une affaire liée au décès de Manassé Lomboto.
Cette situation alimente le débat public sur les garanties procédurales, les conditions de détention et le respect des libertés fondamentales dans le pays.

De nombreuses voix appellent au respect de l'indépendance de la justice ainsi qu'à l'application stricte des principes d'un procès équitable.



Maï-Ndombe : un braquage meurtrier ravive les préoccupations sécuritaires.

Un braquage armé survenu sur la Route nationale n°17, dans la province du Maï-Ndombe, a coûté la vie à deux personnes et fait un blessé, tandis que quatre autres personnes ont survécu à l'attaque. Le véhicule ciblé appartenait à la société Soficom Transfert et transportait une importante somme d'argent.

Cet incident remet en lumière les défis sécuritaires auxquels sont confrontés les transporteurs de fonds et les usagers des routes nationales. Il renforce les appels en faveur d'enquêtes rigoureuses et d'un renforcement des dispositifs de sécurité sur les principaux axes routiers du pays.

Conclusion

Entre présumés détournements de fonds publics, insécurité persistante, tensions sociales, préoccupations environnementales et questions relatives aux droits humains, l'actualité de la semaine du 26 au 30 octobre 2026 illustre les nombreux défis auxquels la RDC demeure confrontée.

Ces situations soulignent la nécessité de consolider la gouvernance, de renforcer la transparence institutionnelle, de garantir la sécurité des citoyens et de préserver les libertés fondamentales afin de promouvoir un développement durable et inclusif.

RDC: Entre avancées sécuritaires, violences armées et défis de stabilisation, une paix encore fragile

Au cours de la période du 24 au 31 octobre 2026, la situation sécuritaire en République démocratique du Congo est demeurée marquée par de fortes tensions, particulièrement dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri. Malgré les efforts déployés par les Forces armées de la RDC (FARDC), appuyées dans certaines zones par les groupes Wazalendo, les affrontements contre les groupes armés continuent de menacer la stabilité de plusieurs territoires et d'exposer les populations civiles à de graves conséquences humanitaires.

Sur le terrain, les opérations militaires ont permis certaines avancées stratégiques, notamment à Walikale avec la reprise de positions importantes occupées par le Front pour la Refondation de la Nation (FRN). Cependant, ces progrès restent fragilisés par la poursuite des combats, les attaques ciblant les civils, les embuscades sur les axes routiers et les déplacements répétés de populations. Dans le même temps, l'Ituri continue de faire face aux exactions attribuées aux miliciens de la CODECO, dont les attaques ont causé des pertes en vies humaines, des destructions de biens et de nouveaux mouvements de population.

L'insécurité ne se limite pas aux zones de conflit. Dans plusieurs centres urbains, notamment à Kinshasa, Bunia et Lubumbashi, les autorités ont été confrontées à une recrudescence des actes criminels, allant des cambriolages aux braquages armés, en passant par les attaques contre les lieux de culte. Ces incidents illustrent les défis persistants liés à la protection des personnes et des biens sur l'ensemble du territoire national.

Parallèlement, plusieurs évolutions diplomatiques et régionales ont marqué l'actualité sécuritaire. Les sanctions américaines contre le ministère rwandais de la Défense et l'institution financière Zigama, les interrogations autour de l'opération militaire conjointe Shujaa entre la RDC et l'Ouganda, ainsi que le rapatriement volontaire de ressortissants rwandais avec l'appui de la MONUSCO témoignent de la dimension régionale des enjeux sécuritaires congolais.

Enfin, les questions relatives à la protection des populations civiles, notamment des enfants affectés par les conflits armés, demeurent au cœur des préoccupations. Bien que des avancées aient été reconnues par les Nations Unies concernant la prévention du recrutement d'enfants dans les forces armées nationales, les défis restent considérables dans un contexte marqué par la persistance des violences.

Face à cette situation, le renforcement des mécanismes de protection des civils, l'amélioration de la coordination sécuritaire, la consolidation des efforts diplomatiques et la lutte contre l'impunité apparaissent plus que jamais comme des priorités pour favoriser le retour durable de la paix, de la stabilité et de la sécurité dans l'ensemble du pays.



Walikale : les FARDC consolident leurs positions face au FRN.

Les FARDC, avec l'appui des Wazalendo, ont repris le contrôle de la colline stratégique de Rushihe dans le territoire de Walikale après d'intenses affrontements contre les combattants du FRN. Cette avancée militaire renforce la présence de l'armée dans une zone considérée comme stratégique. Toutefois, malgré un calme relatif observé après les combats, la menace d'une reprise des hostilités demeure présente, alimentant les inquiétudes quant au retour des populations déplacées.

Quelques jours plus tard, les affrontements ont repris autour de Luola et de la colline Tchad, illustrant la persistance de la lutte pour le contrôle de plusieurs positions stratégiques dans le Nord-Kivu. Cette situation continue d'accroître les risques pour les communautés vivant dans ces zones de conflit.



Ituri : les attaques de la CODECO aggravent la crise humanitaire.

Dans le territoire de Djugu, les attaques attribuées aux miliciens de la CODECO ont de nouveau endeuillé les populations civiles. Plusieurs corps ont été retrouvés après des assauts meurtriers ayant également entraîné des incendies d'habitations, des pillages et des déplacements massifs de familles vers des localités voisines et parfois vers l'Ouganda.

D'autres incursions armées ont causé la mort de civils, occasionné des blessés et conduit à l'incendie de nombreuses habitations dans les groupements de Bahema-Nord. Ces violences continuent de fragiliser davantage des populations déjà éprouvées par plusieurs années d'instabilité.



Criminalité urbaine : une préoccupation croissante.

À Kinshasa, la Police nationale congolaise a mené une vaste opération de sécurisation dans la commune de Mont-Ngafula ayant conduit à l'interpellation de 87 présumés criminels. Plusieurs armes blanches, des stupéfiants ainsi que des biens présumés volés ont été saisis. Trois nouveaux postes de police ont également été installés afin de renforcer la sécurité de proximité.

À Bunia et Mahagi, plusieurs actes de cambriolage et de braquage ont été signalés, mettant en évidence la persistance des défis sécuritaires auxquels sont confrontés les commerçants et les opérateurs économiques.



Maï-Ndombe : une attaque meurtrière sur la RN17.

Le braquage d'un convoi transportant des fonds de la société Soficom Transfert sur la Route nationale n°17 a causé la mort d'un policier et d'un militaire chargés de sa sécurisation.

Bien qu'aucun fonds n'ait été emporté selon les premières informations, cet incident rappelle la vulnérabilité des convois financiers et la nécessité de renforcer les dispositifs de protection sur les principaux axes routiers du pays.



Enjeux régionaux et diplomatiques

La semaine a également été marquée par les sanctions imposées par les États-Unis au ministère rwandais de la Défense et à l'institution financière Zigama, accusés d'être impliqués dans des activités liées au conflit dans l'Est de la RDC. Ces mesures renforcent la pression diplomatique autour des efforts de paix dans la région des Grands Lacs.

Par ailleurs, quarante-deux ressortissants rwandais, parmi lesquels des ex-combattants et leurs dépendants, ont été rapatriés avec l'appui de la MONUSCO dans le cadre des mécanismes de désarmement, démobilisation et réintégration. Cette opération constitue une avancée dans les efforts de stabilisation régionale.



Protection des civils et droits des enfants dans les conflits armés

Devant le Conseil de sécurité des Nations Unies, Vanessa Frazier a salué les progrès réalisés par la RDC dans la prévention du recrutement et de l'utilisation des enfants au sein des forces armées nationales. Cette reconnaissance intervient dans un contexte mondial où les enfants demeurent parmi les premières victimes des conflits armés. Les Nations Unies encouragent toutefois la poursuite des efforts de prévention, de protection et de réinsertion des enfants affectés par les violences.

Conclusion

L’actualité sécuritaire de la semaine met en lumière une situation contrastée. Si certaines avancées militaires et diplomatiques témoignent de la volonté des autorités et de leurs partenaires de restaurer la paix, les affrontements armés, les attaques contre les civils, les actes criminels et les tensions régionales continuent de compromettre la stabilité du pays. La protection des populations, le renforcement de l’autorité de l’État, la lutte contre les groupes armés et la consolidation de la coopération régionale demeurent des conditions indispensables pour parvenir à une paix durable en République démocratique du Congo.



Nord-Kivu : la possible réinstallation des ADF à Makumo ravive des inquiétudes.

Après plusieurs mois de répit, l'inquiétude gagne de nouveau Makumo, dans le territoire de Lubero, au Nord-Kivu. Des attaques signalées les 27 et 28 octobre 2026 ont ravivé les craintes d'une reprise des activités des Forces démocratiques alliées (ADF) dans cette partie de la province. Face à cette situation, la société civile locale tire la sonnette d'alarme et évoque une possible réinstallation de ce groupe armé dans la zone.

Cette alerte intervient alors que les habitants commençaient à peine à retrouver un semblant de tranquillité, après environ six mois sans incidents majeurs signalés. Pour ces communautés, la perspective d'un retour des violences représente bien plus qu'une nouvelle menace sécuritaire : elle fait planer le risque de voir s'effondrer les efforts consentis pour reprendre une vie normale.

En effet, dans les territoires régulièrement confrontés aux incursions des groupes armés, les périodes d'accalmie restent souvent fragiles. Les familles tentent de reprendre leurs activités agricoles et commerciales, les enfants retournent à l'école et les communautés renouent progressivement avec leurs habitudes. Mais lorsque la menace refait surface, ces efforts peuvent être rapidement compromis. À Makumo, les nouvelles alertes font ainsi craindre de nouveaux déplacements de population, une perturbation des activités économiques et un accès encore plus difficile aux services essentiels.

Face à cette situation, la Commission Justice, Paix et Sauvegarde de la Création de l'Église du Christ au Congo (JPSC/ECC) attire l'attention. Car, les inquiétudes exprimées par la société civile locale ne doivent pas être minimisées. Elles appellent une évaluation sérieuse de la situation et une vigilance accrue des autorités compétentes, afin de prévenir toute nouvelle détérioration de la sécurité.

Toutefois, la réponse ne peut se limiter à la dimension militaire. La protection des populations exige également une anticipation des déplacements, un accompagnement des familles exposées et le rétablissement des services sociaux de base. Elle suppose surtout que les communautés concernées soient associées aux mécanismes d'alerte et aux initiatives de stabilisation.

Car, derrière chaque reprise des violences, ce sont des familles qui risquent de perdre leurs repères, des enfants dont la scolarité peut être interrompue et des communautés contraintes de renoncer, une nouvelle fois, à leurs projets de vie.

Cet enjeu dépasse donc la prévention d'une nouvelle implantation des ADF. Il s'agit avant tout d'éviter que les populations ne retombent dans un cycle de violences et de déplacements dont elles peinent déjà à sortir. Et cette accalmie ne peut véritablement être considérée comme un progrès que lorsqu'elle se traduit par une sécurité réelle, durable et perceptible dans le quotidien des populations.

Au-delà de l'urgence sécuritaire, cette situation pose donc une question fondamentale: comment garantir une paix durable dans des zones où le calme peut être remis en cause à tout moment ? La seule diminution des affrontements ne suffit pas à établir que les populations sont réellement en sécurité. Encore faut-il que les dispositifs de protection soient maintenus, que les alertes communautaires soient prises en compte et que les zones ayant connu des violences bénéficient d'un suivi régulier.



CELLULE DE COMMUNICATION